

NOTICE D'INFORMATION À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE LA MOBILISATION, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS FORESTIERS

SOUS-MESURE ET TYPE D'OPÉRATION 8.6 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL REGIONAL ÎLE-DE-FRANCE

Cette notice présente les principaux points de la réglementation.

Lisez-la avant de remplir la demande.

**SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRÉCISIONS, CONTACTEZ LA DIRECTION RÉGIONALE ET
INTERDÉPARTEMENTALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT (DRIAAF) DU
SIEGE DE VOTRE ENTREPRISE.**

L'aide à l'amélioration de la mobilisation, de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers est instruite dans le cadre du Plan de Développement Rural Régional 2014-2020 dans le cadre du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral relatif aux conditions de financement par des aides publiques des investissements à l'exploitation, la transformation et la commercialisation forestières. Son financement par l'Union Européenne (FEADER) est complété par des subventions de l'Etat ou des collectivités locales. Elle vise à permettre aux entreprises qui mobilisent et transforment la ressource forestière francilienne de se développer à travers :

- L'aide à l'achat de matériel neuf et le soutien aux investissements pour les entreprises qui mobilisent ou transforment la ressource forestière (1^{ère} transformation uniquement)
- Le soutien aux investissements matériels et immatériels relatifs à la certification de la qualité et de l'origine des bois, en vue de faciliter le positionnement de ces produits lors de leur commercialisation

Le dispositif est applicable en Île de France. L'organisme payeur est l'ASP.

CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

Qui peut demander une subvention ?

Sont éligibles aux aides de l'Etat et au cofinancement par les aides du FEADER des micro et petites entreprises pour les investissements matériels ou des micro, petites et moyennes entreprises pour les investissements immatériels telles que définies dans l'annexe 1 du règlement UE 651/201 du 17 juin 2014*, dont notamment :

...

1. les entreprises de mobilisation des produits forestiers et de travaux sylvicoles ;
2. les entreprises de travaux forestiers (ETF),
3. les entreprises d'exploitation forestière, les coopératives forestières,
4. les groupements d'entreprises des catégories précédentes

Sont éligibles aux aides du FEADER (sous réserve d'un autre cofinancement) :

- 1 Les petites et moyennes entreprises exerçant une activité de première transformation du bois
- 2 Les associations et organismes techniques de droit privé, dont l'objet principal est la promotion et la valorisation de la filière forêt-bois
- 3 Les communes et leurs groupements
- 4 Les établissements publics

5 Les propriétaires forestiers et leurs groupements.

Lorsque les investissements sont financés par l'intermédiaire d'une société de crédit-bail, la subvention est versée à cette dernière pour le compte du bénéficiaire.

Les petites et moyennes entreprises doivent avoir leur siège social localisé en Île-de-France et répondre aux critères définis par la Commission européenne.

*** Définitions dans l'annexe 1 du règlement UE 651/201 du 17 juin 2014 :**

Entreprise : est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d'autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique.

1. La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions EUR ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions EUR.

2. Dans la catégorie des PME, une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions EUR.

3. Dans la catégorie des PME, une micro entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions EUR.

Les aides ne seront pas accordées aux entreprises en difficultés ;

Les entreprises qui pourraient avoir à rembourser des aides déclarées incompatibles avec le marché intérieur sont exclues du régime d'aide tant que le remboursement n'aura pas été effectué

ou que le montant à rembourser n'aura pas été placé sur un compte bloqué, avec les intérêts dus dans les deux cas.

Quels sont les investissements subventionnés ?

Sont éligibles aux aides de l'Etat et au cofinancement par l'Union européenne les investissements suivants :

- Matériel d'abattage : machine combinée d'abattage et de façonnage et tête d'abattage, pelle de type travaux publics équipée d'une tête d'abattage sans retour possible à un usage de travaux publics, machine de mobilisation des rémanents d'exploitation forestière ou de souches (compacteur de branches, extracteurs de souches et engins de dessablage), ... ;
- Matériel de sortie de bois : tracteur forestier, porteur, grues forestières équipant un porteur, autre matériel de débardage (débusqueur, câbles), équipements liés à la traction animale (y compris animaux de trait), ... ;
- Equipements divers ayant pour but de réduire l'impact des travaux d'exploitation mécanisés et des travaux sylvicoles sur le sols et les milieux forestiers
- matériel de production bois-énergie : broyeur à plaquettes automoteurs ou tractés, machine combinée de façonnage de bûches, ...
- matériel de transport et de manutention : remorque forestière, grappin à bûches, ...
- matériel informatique embarqué (ordinateur, GPS, transcodeur pour envoi de données chantier géo-référencées à disposition du chauffeur), ...

Investissements immatériels :

- systèmes d'information et logiciels spécialisés de gestion, de production ou dédiés à la traçabilité des bois.

Frais généraux :

- études de faisabilité préalables à un investissement
- services de conseil et études techniques, économiques et juridiques concernant la R&D, la mise en place d'un suivi de la qualité ou visant à la certification de la qualité et/ou de l'origine du bois ;

Les dépenses éligibles pour d'autres financements publics et cofinancées par l'Union européenne portent sur les investissements suivants :

- achat de brevets
- matériel de 1ère transformation de bois
- construction et équipement de plateformes de stockage et de préparation de combustibles en provenance de la forêt (ex : plaquettes forestières, bûches)
- matériel de métrologie pour le bois énergie (humidimètres et autres équipements de mesure, ...)
- matériels et outils dédiés à la mesure des bois et au suivi de la traçabilité des bois.

Critères d'éligibilité :

Pour être éligible, le matériel doit être équipé de pneus ou de tout autre dispositif réduisant l'impact au sol. Suivant le cas, les matériels devront, pour être éligibles, être équipés au moment de leur livraison avec des huiles hydrauliques, graisses et lubrifiants biodégradables.

Sont exclus de toute subvention dans le cadre de ce dispositif :

- Tous les matériels d'occasion

- Les matériels non exclusivement forestiers (engin de travaux publics, mini pelle, tracteur agricole...)
- Les matériels ne présentant pas tous les dispositifs de sécurité requis par la législation en vigueur.

Conformément à l'article 45 du règlement UE n°1305/2013, lorsque l'investissement est susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'environnement, les opérations sont précédées d'une évaluation de l'impact attendu sur l'environnement, en conformité avec la législation spécifique applicable à ce type d'investissements.

L'aide à l'équipement des entreprises de mobilisation des produits forestiers sera attribuée à condition que l'utilisateur n'ait pas perçu, pendant les 3 derniers exercices fiscaux, plus de 200 000 € d'aides publiques relevant du règlement communautaire « de minimis ». Il vous est donc demandé de lister les subventions perçues pendant les 3 derniers exercices fiscaux comprenant celui de l'année de l'aide octroyée, et l'administration déterminera s'il s'agit ou non de subventions relevant du règlement "de minimis".

Le financement des équipements des parcs à grumes, des pelles hydrauliques à vocation de travaux publics et des grues forestières équipant ou chargeant de manière autonome un camion routier est exclu.

Critères de sélection :

La priorité sera donnée sur la base de critères de sélection (cf. grille en annexe).

Montants de la subvention :

L'ensemble des financements publics (Etat - Union Européenne - Collectivités locales) est plafonné à 40 % des investissements hors taxes.

Les taux et les plafonds figurent dans un arrêté régional présentant la liste des matériels éligibles. Cet arrêté régional peut également introduire des règles de priorité ou des modulations en fonction de l'impact sur l'environnement ou sur l'économie de la filière. Ces informations sont disponibles auprès de la DRIAFAF, service chargé de la forêt et du bois.

Les frais généraux (études préalables, maîtrise d'œuvre notamment) liés aux investissements sont éligibles au taux maximum de 12% du total des investissements éligibles estimés.

Le cas du crédit bail :

Les projets financés par crédit-bail ne peuvent être éligibles que s'ils sont conformes aux modalités suivantes :

Le crédit-bail doit être formalisé sous la forme d'un contrat signé entre l'organisme financier (bailleur) et le bénéficiaire final de l'aide publique, avec option de l'achat pour ce dernier. La durée du contrat est irrévocable et couvre la durée de vie utile du matériel.

La base de calcul des loyers est le montant de l'achat hors taxes du matériel. Chaque loyer est décomposé en deux parties clairement identifiées dans le contrat, correspondant respectivement au montant de l'achat net et aux frais dérivés de l'opération (taxes, intérêts et autres frais financiers). Seul le montant de l'achat est considéré comme éligible, à l'exclusion des frais annexes.

Le bailleur doit s'engager à répercuter intégralement le montant de la subvention au locataire, sous forme de réduction uniforme de l'ensemble des loyers hors taxes.

En cas de fin de contrat anticipée, il appartient au bénéficiaire de l'aide de s'assurer que le bailleur s'engage à rembourser aux autorités nationales compétentes la partie de la subvention correspondant à la période de bail restant à courir.

RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

Pendant la durée d'engagement, soit 5 ans à compter du paiement du solde vous devrez :

① Respecter les engagements du formulaire.

Vous devrez entre autre :

- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage conforme à la demande les investissements ayant bénéficié des aides.

② Vous soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation,

③ Autoriser le contrôleur à entrer dans votre entreprise

④ Informer la DRIAAC (Service chargé de la forêt et du bois) de toute modification (situation, raison sociale de votre structure, engagements ou projet).

FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Demande :

Le formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels. Vous devez déposer cet exemplaire unique auprès de la DRIAAC (DRIAAC en Ile de France) de votre siège social.

ATTENTION

Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas promesse de subvention. Vous recevrez ultérieurement la notification de la subvention.

Principales pièces à joindre :

Vous devez notamment fournir à la DRIAAC, avec votre formulaire de demande de subvention, les pièces justificatives demandées.

SUITE DE LA PROCÉDURE

La DRIAAC vous enverra un accusé de réception de dossier. Dès réception de ce courrier, vous pouvez commencer les travaux (bon de commande) sans garantie d'obtenir la subvention.

Par la suite, vous recevrez : soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par un comité de sélection comprenant notamment le Conseil Régional Ile-de-France, autorité de gestion des mesures FEADER et les différents financeurs, puis par le Comité Régional de programmation du Conseil Régional Ile-de-France, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Si une subvention prévisionnelle vous est attribuée :

Il vous faudra fournir à la DRIAAC vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement. Vous pouvez demander le paiement d'un ou de plusieurs acomptes de subvention au cours de la réalisation de votre projet.

La subvention du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural ne pourra vous être versée qu'après les paiements effectifs des subventions des autres financeurs.

LES CONTRÔLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS.

Modalité des contrôles : contrôle sur place (après information 10 jours à l'avance, le cas échéant).

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.

Le contrôleur doit vérifier la véracité des éléments indiqués dans le formulaire d'adhésion, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits. Il demandera d'autres pièces (factures, bons de commande...) que celles nécessaires pour constituer le dossier.

En cas d'anomalie constatée, la DRIAAC vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

La DRIAAC par délégation du Conseil régional peut demander le reversement total ou partiel de la subvention versée pour la part FEADER et Etat, et les autres financeurs pour leur part respective, si les engagements pris au moment de votre demande d'aide ne sont pas respectés, ou si l'affectation de l'investissement a été modifiée sans autorisation préalable de l'administration.

Modification du projet, du plan de financement, des engagements.

En cas de modification du projet vous devez informer la DRIAAC par lettre en recommandé et avec accusé de réception.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture, l'agence de services et de paiement et le conseil régional (ainsi que d'autres financeurs éventuels). Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DRIAAC.

ANNEXE : CRITERES DE SELECTION – mesure 8.6

Les dossiers seront classés selon le nombre de points obtenus.
Un minimum de deux points est requis pour pouvoir prétendre à la subvention.

Il est de votre intérêt de fournir les informations qui pourraient être susceptibles de répondre aux questions posées par ces critères.

Critère	Nb de point	Définition	Vérification
Primo demande	+ 2	Projet porté par une entreprise/ n'ayant pas fait l'objet d'une subvention FEADER depuis 3 ans.	Voir annexe dossier demande subvention /minimis
Entreprise en phase d'installation	+ 2	Projet porté par une entreprise/ créée depuis moins de 5 ans.	KBIS : date d'immatriculation
Entreprise ayant un code NAF 0240Z	+1	A condition d'adhérer aussi à une démarche qualité	K BIS
Amélioration de la production de l'entreprise	+ 3	Achat permettant la croissance de l'entreprise : amélioration du CA et/ou des volumes de bois mobilisés, embauche, etc...	Annexes 1, 5 du dossier de demande subvention
Démarche qualité	+ 3	Entreprise engagée dans une de certification PEFC, FSC et/ou une démarche qualité (p. ex. CBQ+ ; ISO)	certificat (PEFC, FSC ou autres) en cours de validité ou figurer sur la base de données des entreprises certifiées PEFC de PEFC France ou autres
Origine du bois (Pour entreprises de première transformation)	+ 3	Entreprise utilisant plus de 80 % de bois français ou 50 % de bois francilien	attestation sur l'honneur
Filière locale	+ 2	Entreprise engagée dans des contrats locaux/territoriaux (actuels ou à venir)	Copie des contrats ou lettres intention
Environnement	+ 1	Achat d'un matériel particulier pour respecter l'environnement ou les milieux contraints. Ex :	Type de matériel ou explications concernant le projet